

Unité inter-départementale Drôme - Ardèche

Valence, le 25 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



EVVA - Chaufferie Valence

182 rue de la Forêt
26000 VALENCE

Références : 20220125-RAP-DAEN0160

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement EVVA - Chaufferie Valence implanté 182 rue de la Forêt 26000 VALENCE. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est tenue suite à un épisode de pollution atmosphérique entre le 25 et le 27 janvier 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVVA - Chaufferie Valence
- Rue de la Forêt 26000 VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0003201219
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non-Seveso

La société Energie Verte de Valence – Site La Forêt – Groupe CORIANCE a été autorisée par arrêté préfectoral du 19 juillet 2019 à exploiter une chaufferie urbaine comprenant deux chaudières Biomasse et trois chaudières (Gaz / FOD) à Valence.

Ce site vient en complément de la chaufferie historique située rue du capitaine Dreyfus à Valence, également exploité par Energie Verte de Valence – Groupe CORIANCE.

Les installations permettent de chauffer environ 5 000 logements, 7 écoles, 1 lycée, 8 bâtiments municipaux, 2 immeubles de bureaux et 1 site industriel et récemment avec le développement au sud du réseau : l'hôpital de Valence et le lycée de Briffaut.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Autosurveillance Air
- Valeur limite à l'émission dans l'air (paramètre NH3)
- Actions de réduction des émissions de polluants lors des épisodes de pollution atmosphérique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Dépassement NH3	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3	/	Sans objet
Dépassement NH3	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Auto-surveillance Air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.5.1	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article /	/	Sans objet
Épisodes de pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une non conformité concernant l'auto-surveillance (relevée lors d'une précédente inspection) a été levée par l'exploitant.

A noter qu'un dépassement d'ammoniac est relevé pour la chaudière biomasse CR300 à plus de 65% de charge. L'exploitant doit corriger ce défaut et n'est pas autorisé à fonctionner de manière perenne à plus de 65% de charge (sauf essais pour mesures de retour à la conformité). Pour les régimes inférieurs à 65%, l'exploitant fournira des mesures complémentaires pour confirmer que la réglementation est respectée.

Lors des épisodes de pollution, l'exploitant respecte son engagement pris lors de l'instruction du dossier d'autorisation qui est de passer du combustible biomasse au combustible gaz naturel qui

permet de limiter les émissions de poussières et d'oxydes d'azote.
Toutefois quelques non-conformités rapidement modifiables sont à lever.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Auto-surveillance Air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en forme de l'autosurveillanceCalcul du flux – paramètres surveillés
Constats : En séance, l'exploitant a fourni les justificatifs démontrant que les flux sont désormais calculés et présentés correctement dans l'auto-surveillance. Une sous-estimation avait été mise en évidence notamment lorsque des générateurs étaient utilisés sur des heures non complètes. Les prochains bilans trimestriels intégreront la correction. La non conformité relevée lors de la précédente inspection est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépassement NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement NH3
Constats : Suite à réception le 20 janvier 2022 du rapport du contrôle inopiné air sur les chaudières biomasse CR 550 et CR 300 il a été constaté un dépassement concernant l'ammoniac qui est relevé à 41,1 mg/Nm3 contre 5 mg/Nm3 réglementaires pour la chaudière CR300. L'exploitant déclare que la société fabricante de la chaudière a inspecté le dispositif global d'injection d'urée et a modifié les consignes d'exploitation. Un deuxième contrôle le 2 février 2022 sur la chaudière CR300 a permis de montrer que la valeur réglementaire est respectée à 65% de charge (1,8 mg/Nm3) mais pas à 90% (24,5 mg/Nm3) et 92% de charge (28,5 mg/Nm3). La chaudière CR300 est à l'arrêt depuis le 3 février 2022. Une action est encore nécessaire pour rétablir la conformité d'autant qu'au démarrage initial de la chaudière biomasse CR300 en 2020 la valeur limite était respectée. Dans l'attente, l'utilisation de la chaudière CR550 est à privilégier. Concernant la CR 300, la charge à 65% est autorisée mais il convient de fournir sous 1 mois à l'inspection de nouvelles mesures à cette charge et à des charges inférieures pour confirmer que la réglementation est respectée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépassement NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement NH3
Constats : Une fois que l'action corrective sera mise en place il conviendra de fournir sous 3 mois des mesures complémentaires pour des charges supérieures à 65% pour pouvoir utiliser de manière pérenne la chaudière biomasse CR300 dans cette gamme de charge.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation de l'information
Constats : Un complément d'envoi de deux adresses courriels pour l'envoi automatique d'information lors des pics de pollutions est à réaliser. L'exploitant est invité à communiquer aux intervenants présents sur site mais externes à l'entreprise sur les épisodes de pollution atmosphérique en cours. L'exploitant est invité à communiquer lors des épisodes de pollution atmosphériques sur les mesures générales applicable au résidentiel (ex : chauffage des bâtiments à 18°C ...) et au transport (-20 km/h ...) auprès de son personnel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Constats : La prescription de l'article 3.2.4.1.1. a bien été respectée (utilisation du gaz naturel en remplacement de la biomasse).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Constats : Les procédures détaillées pour la mise en œuvre des mesures temporaires de réduction d'émissions de poussières, d'oxydes d'azote et de composés organiques volatils en cas de pics de pollutions atmosphériques sont à fournir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Constats : L'exploitant doit informer l'inspection au prochain épisode de pollution atmosphérique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Constats : L'exploitant doit mettre en place un dossier spécifique complet concernant les épisodes de pollution atmosphérique (dématérialisation acceptée) : l'exploitant doit entre autre donner son estimation des quantités non émises de polluants (Nox et PM).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Épisodes de pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2019, article 3.2.4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre de mesures temporaires de réduction d'émission de poussières
Constats : L'exploitant devra faire parvenir son bilan annuel 2022 à l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet